

Garth Stevenson : *Community Besieged. The Anglophone Minority and the Politics of Quebec*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1999

Philip Resnick

Volume 4, numéro 1, 2001

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1000611ar>
DOI : <https://doi.org/10.7202/1000611ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Globe, Revue internationale d'études québécoises

ISSN

1481-5869 (imprimé)
1923-8231 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Resnick, P. (2001). Compte rendu de [Garth Stevenson : *Community Besieged. The Anglophone Minority and the Politics of Quebec*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1999]. *Globe*, 4(1), 160–163. <https://doi.org/10.7202/1000611ar>

témoignages personnels. La justification de cette option méthodologique est connue : les masses laissent peu d'écrits. La forme de l'atlas était donc toute désignée pour fournir aux chercheurs intéressés par ce débat les preuves définitives du réveil religieux dans le Canada français du XIX^e siècle. Il reste maintenant à espérer que des chercheurs iront fouiller les biographies personnelles de ces fidèles d'un genre nouveau. Comment ce réveil a-t-il été vécu de l'intérieur par celles et ceux, nombreux, qui y ont cru ? Pourquoi cet attrait soudain pour l'héritage catholique ? Pour y voir plus clair, pour mieux comprendre ce qui a pu se passer, il nous faudra bien un jour suivre les traces de quelques-uns d'entre eux.

Éric Bédard
Université McGill

Garth Stevenson

Community Besieged.

The Anglophone Minority

and the Politics of Quebec

Montréal, McGill-Queen's University Press, 1999.

La communauté anglophone du Québec existe depuis la Conquête. Son rôle était des plus importants sur le plan économique et social jusqu'à l'époque de la Révolution tranquille. Malgré une chute démographique qui a vu le départ d'un quart de million d'anglophones depuis les années 1960, la communauté anglophone jouit du rôle d'unique minorité officielle anglophone au pays (et sur le continent nord-américain). Le livre de Garth Stevenson est une étude approfondie de l'histoire politique de cette communauté depuis la Confédération, la seule étude contemporaine remontant jusqu'aux origines de la présence anglophone au Québec, ce qui permet à l'auteur de mieux situer la rupture qui est survenue au cours des années 1960.

Le livre de Stevenson s'inspire de la thèse du politologue Arend Lijphart sur le consociationalisme démocratique. En peu de mots,

Lijphart prône l'existence d'accommodements entre les élites dans les sociétés fragmentées comme les Pays-Bas, la Belgique et l'Autriche. Selon ses adeptes canadiens, on pourrait en dire autant pour le Canada. Dans le cas québécois, Stevenson démontre que durant le siècle qui a suivi la Confédération, la communauté anglophone du Québec avait un rôle important à jouer dans la vie économique, politique et sociale, même si elle ne dépassa jamais les 20 % de la population. On connaît les clauses du Traité de l'Amérique du Nord Britannique (AANB) accordant aux protestants – effectivement aux anglophones (leur propre système d'éducation. Mais on oublie la présence d'anglophones dans les différents ministères du Québec – surtout au poste-clé des finances. Et il faut se rappeler aussi les institutions anglophones comme les hôpitaux Montreal General et Royal Victoria, l'Université McGill ou le Musée des Beaux-Arts, qui reflétaient la richesse de cette communauté à l'époque où Montréal fut la métropole du Canada.

Les choses ont commencé à changer par la suite. Déjà, à l'époque de Duplessis, les anglophones figuraient moins aux postes ministériels que par le passé – et cela, malgré l'attitude bienveillante du Chef envers cette communauté. Au moment de la Révolution tranquille, des ministres comme Éric Kierans rejoignirent les réformateurs du gouvernement Lesage. Néanmoins, le nouveau nationalisme québécois, l'arrivée sur la scène politique du Parti Québécois, sa victoire aux élections de 1976, suivie de la loi 101 en 1977, puis du référendum de 1980, ont fait basculer les certitudes de la communauté anglophone. Selon Stevenson, le système consociational a sombré dans ces années-là, quand les anglophones ont dû s'habituer au rôle de minorité déclinante dans un Québec où la majorité francophone occupait désormais presque toute la place. Historiquement, les anglophones avaient l'habitude de regarder plutôt du côté d'Ottawa et se définissaient comme Canadiens d'abord et avant tout. Que faire dans un Québec qui se voulait différent du reste du Canada et qui insistait de plus en plus sur son caractère officiellement francophone ? Pour beaucoup d'anglophones la seule solution fut l'exil – vers le reste du Canada ou vers les États-Unis. Pour d'autres, la solution passait par la création d'institutions comme Alliance Québec, vouée à la défense de l'identité communautaire anglophone. Il y avait aussi l'action politique, soit à l'intérieur du Parti Libéral du Québec, soit,

après l'invocation par le gouvernement Bourassa de la clause notwithstanding au moment du passage de la Loi 178, par la création d'un parti essentiellement anglophone – le Parti Égalité. Sur la base d'entrevues détaillées avec les participants les plus marquants de la communauté anglophone, Stevenson raconte les espoirs et les déchirures qui ont accompagné ces développements. Il raconte aussi, dans des pages fort intéressantes, le désarroi de la communauté anglophone face au retour au pouvoir du Parti Québécois en 1994 et face au référendum de 1995. Le choc de cet événement a contribué pour beaucoup au mouvement partitionniste qui a vu le jour par la suite. La communauté anglophone a donc vécu, et continue à vivre ce que vit depuis longtemps la communauté francophone majoritaire : elle devient une communauté où la langue est la clé de voûte de l'identité collective.

Stevenson nous livre une analyse serrée des rapports entre la communauté anglophone et le gouvernement fédéral, pour conclure sur une étude de prospective à long terme. Il n'est pas excessivement pessimiste, espérant que cette communauté arrivera à défendre ses intérêts collectifs, d'une part, tout en contribuant au progrès du Québec dans son ensemble, d'autre part. Je me demande cependant si le défi ne se trouve pas ailleurs. L'auteur lui-même évoque la transformation de l'identité canadienne-française en identité québécoise dans les années soixante ; de façon parallèle, suggère-t-il, il y eut chez les anglophones passage du statut de Canadiens-anglais vivant au Québec au statut d'Anglo-québécois. Cela est en partie vrai, surtout pour les jeunes générations. Mais l'identité canadienne reste très importante pour l'immense majorité des anglophones et des allophones du Québec. Leur comportement électoral le démontre, tant lors des consultations provinciales que fédérales.

Tant que le Québec continuera de faire partie de la fédération canadienne, la communauté anglophone du Québec aura deux volets à son identité : canadien et québécois. Mais advenant la victoire d'un OUI lors d'un troisième référendum sur la souveraineté – et sans même parler des polémiques que la loi fédérale sur la clarté risque de soulever – les Anglo-québécois se trouveront devant un choix déchirant, celui de rester ou de partir. Pour beaucoup d'entre eux, moins indulgents

envers le nationalisme québécois que ne l'est Garth Stevenson, ce sera l'heure « to say goodbye », pour citer Reed Scowen. Une chose est certaine, l'époque du consociationalisme entre élites anglophone et francophone à l'intérieur du Québec est bel et bien révolue. Le livre de Garth Stevenson en dresse un bilan définitif. Conseillons-le donc à tous ceux qui s'intéressent de près ou de loin au sort de cette minorité qui fut et demeure hautement névralgique dans l'histoire québécoise.

Philip Resnick

Université de la Colombie-Britannique (Canada)

Sherry Simon

Hybridité culturelle

Montréal, L'Île de la tortue,

coll. « Une encyclopédie vivante », 1999.

Troisième titre d'une jeune collection encyclopédique publiée chez un nouvel éditeur montréalais, L'Île de la tortue, l'*Hybridité culturelle* de Sherry Simon, professeure à l'Université Concordia, se présente comme une synthèse et un point de vue personnel sur la question de l'hybridité, définie comme un *passage* plutôt qu'un *état* culturel. « L'hybridité culturelle rend compte de faits qui marquent le moment présent, écrit-elle ; elle décrit des réalités socio-démographiques, des identités, des pratiques artistiques » (p. 27).

Simon, à qui l'on doit *Le Trafic des langues* (1994) et qui a déjà beaucoup travaillé sur les questions des minorités, de l'exil, de l'altérité, de la traduction, de l'appartenance et de l'identitaire, offre ici un court essai qui esquisse quelques analyses et pose les bases théoriques de l'hybridité culturelle, un sujet sur lequel, « malgré sa popularité dans le vocabulaire critique des sciences sociales anglo-américaines, il existe peu d'ouvrages » (p. 58).

En s'attardant aux formes et pratiques de l'hybride dans le quartier montréalais Mile-End, « un espace marginal où les migrants de tout